



VILLE DE COMBOURG  
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**27 Février 2013**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	21 Février 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	5 Mars 2013

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : Mme Marylène QUEVERT, M. André BADIGNON, Mme Joëlle COLLIN, Mme Magali TREMORIN, Mme Roselyne MARCHAND,

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET

**Pouvoirs** : Mme QUEVERT à M. HAMELIN ; M. BADIGNON à Mme CHAMPAGNAY ; Mme COLLIN à M. LEGRAND ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE, Mme MARCHAND à Mme BEAUDOUIN

\*\*\*\*\*

**Président de séance**

M. Joël LE BESCO, Maire, pour les questions 13-09 à 13-14 puis 13-21 à 13-40  
M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint, pour les questions 13-15 à 13-20

**Secrétaire de séance** : Mme Annie CHAMPAGNAY, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 13-09) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
  - 13-10) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence Transport
  - 13-11) Réalisation d'une salle de sports – Validation de l'avant-projet détaillé
  - 13-12) Médiathèque La Source – Accompagnement Leader
  - 13-13) Zone d'activités de Melesse – Changement de nom
  - 13-14) Modification et révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Choix d'un cabinet d'études
  - 13-15) Compte administratif de l'exercice 2012 – Ville
  - 13-16) Compte administratif de l'exercice 2012 – Lotissement « Gare/Bel Air »
  - 13-17) Compte administratif de l'exercice 2012 – Service de l'assainissement
  - 13-18) Compte administratif de l'exercice 2012 – Service de l'eau
  - 13-19) Compte administratif de l'exercice 2012 – Camping du Vieux Châtel
  - 13-20) Compte administratif de l'exercice 2012 – Service Accueil de la Petite Enfance
  - 13-21) Compte de gestion 2012 du Receveur – Ville
  - 13-22) Compte de gestion 2012 du Receveur – Lotissement Gare Bel Air
  - 13-23) Compte de gestion 2012 du Receveur – Service de l'assainissement
  - 13-24) Compte de gestion 2012 du Receveur – Service de l'eau
  - 13-25) Compte de gestion 2012 du Receveur – Camping
  - 13-26) Compte de gestion 2012 du Receveur – Service Accueil de la Petite Enfance
  - 13-27) Exercice budgétaire 2013 – Débat d'orientations générales du budget
  - 13-28) Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Ville
  - 13-29) Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Service de l'assainissement
  - 13-30) Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Service de l'eau
  - 13-31) Prise en charge des animaux errants – Tarifs 2013
  - 13-32) Compte rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA
  - 13-33) Travaux de viabilisation du lotissement Gare/Bel Air – Lot n° 1 – Terrassement voirie – Société STPB – Avenant de Transfert
  - 13-34) Multi-accueil Ribambelle – Montant plancher et plafond CAF
  - 13-35) Construction de voirie 2013 – secteurs concédés – Consultation de maîtrise d'œuvre
  - 13-36) Programme pluriannuel de voirie 2012/2013 – Affermissement de tranches conditionnelles
  - 13-37) Rénovation du réseau d'eau potable de l'Espace Malouas – Attribution
  - 13-38) Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réservoir de Bel Air – Attribution
  - 13-39) Compte rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics.
  - 13-40) Cimetière – Délivrance de concessions
-

### **13-09) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Annie CHAMPAGNAY, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 19 Décembre 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **13-10) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – ELARGISSEMENT DU CHAMP DE COMPETENCE TRANSPORT**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°A-71-2012, du 28 juin 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la communauté de communes afin d'élargir son champ de compétences Transport à travers l'intérêt communautaire suivant : **« implantation d'Arrêts de Connexion Intermodale (ACI) à Tinténiac, Saint Pierre de Plesguen et Hédé-Bazouges dans le cadre des orientations du Schéma Départemental des Transports ».**

#### **Description du projet :**

##### **1. Description du projet :**

Le Conseil Général a adopté le Schéma Départemental des Transports 2011-2013.

Quatre axes ont été retenus :

- Organiser le réseau interurbain en liaison longue distance « inter cité » et en liaison « submétropolitaine » à l'approche des périphéries des agglomérations ;
- Encourager l'intermodalité avec le réseau TER, les réseaux urbains, les réseaux locaux, les modes doux ;
- Rendre le réseau accessible aux personnes à mobilité réduite en 2015 ;
- Développer aux principaux pôles d'échanges du réseau des arrêts de haute qualité ou arrêts de connexion intermodale permettant de faciliter l'utilisation du réseau urbain dans un esprit d'intermodalité avec les autres modes de transport (réseaux locaux, modes doux, covoiturage...)

Les arrêts de connexion intermodale doivent permettre de renforcer les performances du réseau et de faciliter le passage d'un mode de transport à l'autre.

Les objectifs recherchés sont :

- Etre des arrêts de regroupement,
- Etre attractif au niveau communal mais drainer les usagers des communes limitrophes non desservies,
- Réduire les temps de parcours et augmenter le nombre de service en privilégiant l'implantation hors des bourgs, le long d'axes structurants,
- Etre en cohérence avec le Plan Départemental de l'Habitat (PDH); les arrêts de connexion intermodale (en l'absence de desserte par train) répondent à ces enjeux de mobilité.

Sur le territoire, le PDH identifie un pôle principal Combourg (mais pas concerné car desservi par le train) et deux pôles secondaires : Tinténia et St-Pierre-de-Plesguen, auquel il faut ajouter Hédé-Bazouges en création de ligne dans le bourg.

Le Conseil Général souhaite que cette démarche passe par les EPCI pour une cohérence et un développement harmonieux des territoires, la maîtrise d'ouvrage des projets relevant soit des communes soit de l'EPCI suivant les compétences exercées sur l'opération d'aménagement concerné. Au cas où une commune souhaiterait être le porteur de projet, la sollicitation du Conseil Général en la matière devra être faite par l'intermédiaire de la Communauté de communes de référence.

Les projets situés hors périmètre de transports urbains, ce qui est le cas du territoire de la Bretagne romantique, pourrait faire l'objet de financement de la part du Conseil Général par le biais d'une subvention à hauteur du coût total des travaux engagés dans la limite de plafonds allant de 45 000 à 55 000 € selon le dimensionnement de l'arrêt.

Ce subventionnement n'inclut pas les acquisitions foncières, l'éclairage public, les études et le suivi de travaux. Il est cumulable avec les contrats de territoire.

Une subvention complémentaire pour la réalisation des travaux de voiries annexes pourra être accordée à hauteur de 50% du coût des travaux engagés plafonné à 5 000€ HT par projet.

**Il appartient aux EPCI, au titre de la compétence transport, de déclarer d'intérêt communautaire le choix d'implanter des ACI à Tinténia, St Pierre de Plesguen et Hédé-Bazouges dans le cadre des orientations du Schéma Départemental des Transports.**

Au terme de l'exposé, et des débats, le conseil communautaire, après délibération, et à l'unanimité des suffrages exprimés (Mr DURAND) décide de :

- **APPROUVER** l'élargissement du champ de la compétence TRANSPORT de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :  
« *L'implantation d'arrêts de connexion intermodale à Tinténia, Saint-Pierre-de-Plesguen et Hédé-Bazouges dans le cadre des orientations du Schéma Départemental des Transports* »
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la Communauté de communes Bretagne Romantique ;

- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1<sup>er</sup> alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré,

**Le Conseil municipal**, à l'unanimité des membres présents et représentés,  
**Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
**Vu** la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;  
**Vu** la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
**Vu** l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;  
**Vu** l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions d'extension de compétences ;  
**Vu** la délibération n°A\_71\_2012 du conseil communautaire en séance du 28 juin 2012 ;

**DECIDE :**

- **D'APPROUVER** l'élargissement du champ de la compétence TRANSPORT de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :  
*« L'implantation d'arrêts de connexion intermodale à Tinténiaç, Saint-Pierre-de-Plesguen et Hédé-Bazouges dans le cadre des orientations du Schéma Départemental des Transports »*
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire** à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération. »

**13-11) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – VALIDATION DE L'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle qu'une salle de sports destinée aux activités de basket-ball, de karaté et de judo va être construite avenue de Waldmünchen, à côté des terrains de camping et de tennis.

Par délibération n° 11-191 en date du 7 décembre 2011, le Conseil Municipal a validé le programme technique détaillé de l'opération élaboré par les commissions "Bâtiments – Développement durable" et "Jeunesse et Sports" en collaboration avec le cabinet d'études Préprogram, et a autorisé Monsieur le maire à engager une procédure de concours restreint pour le choix de l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

Par délibération n° 12-103 en date du 4 juillet 2012, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement *Coquard Colleu Charrier* de Saint Brieuc.

Par délibération n°12-180 en date du 14 novembre 2012, le Conseil Municipal a approuvé l'Avant-Projet Sommaire présenté par l'architecte, fruit des échanges avec le comité de pilotage composé de membres des commissions "Bâtiments – Développement durable" et "Jeunesse et Sports". Le Conseil Municipal a également choisi de suivre l'avis favorable des commissions et a demandé à l'architecte de prendre en compte le parasismique dans la construction du bâtiment, pour un surcoût estimé à 135 000 € HT. Un agrandissement de 38 m<sup>2</sup> du bâtiment pour un surcoût estimé à 49 400 € HT a également été validé.

L'Avant-Projet Détaillé (APD) aurait dû être présenté par l'architecte début janvier 2013. Des contraintes liées à la prise en compte tardive de la nouvelle Réglementation Thermique (RT 2012) dans les outils informatiques utilisés par le bureau d'études thermiques ont généré un retard de plusieurs semaines dans la réalisation de cet APD.

Le cabinet *Coquard Colleu Charrier* a présenté les études d'Avant-Projet Détaillé le 25 Février 2013 lors d'une réunion du comité de pilotage dont les membres présents ont émis un avis favorable au projet d'évolution du dossier.

Les plans, la notice sommaire et l'estimatif financier de l'Avant-Projet Détaillé de la salle de sports sont présentés en séance. Le Maire fait connaître l'estimatif au stade APD. Monsieur COCHARD apporte les explications techniques nécessaires.

Sur le plan technique, les évolutions essentielles depuis la phase APS sont relatives aux fondations et à l'approvisionnement énergétique. Sur ce dernier point, le bureau d'études thermiques a confirmé que la géothermie est la solution la plus adaptée au projet. Concernant les fondations, la nature du sol ne permet pas les fondations superficielles envisagées dans un premier temps. Sa mauvaise portance contraint à la pose de fondations profondes, avec une dalle portée sur des poteaux enfouis à une quinzaine de mètres de profondeur.

Sur le plan financier, le montant initial en phase APS était de 2 673 000 € HT. Plusieurs modifications à ce stade ont fait évoluer ce coût : le choix d'un bâtiment parasismique génère un surcoût de 135 000 € HT, et l'agrandissement nécessaire des deux dojos un surcoût de 49 400 € HT. La commune a donc validé la phase APS pour un montant de 2 857 400 €.

L'Avant-Projet Détaillé laisse également apparaître une revalorisation du projet : le passage des fondations superficielles aux fondations profondes génère un surcoût

de 190 000 € HT. Le montant des travaux de la salle de sports en phase APD est donc porté à 3 047 400 € HT.

Dès lors que l'APD sera validé par le Conseil Municipal, les prochaines étapes du calendrier de réalisation sont les suivantes :

- Dépôt du Permis de construire 1<sup>ère</sup> quinzaine de mars ;
- Réalisation de la phase PRO du 11 mars au 3 mai 2013 ;
- Préparation du DCE 1<sup>ère</sup> quinzaine de mai ;
- Consultation des entreprises de la mi-mai à fin juin 2013 ;
- Analyse des offres et notifications en juillet 2013 ;
- Période de préparation des travaux en septembre 2013 ;
- Début des travaux en octobre 2013 pour une durée de 14 mois.

La validation de l'Avant Projet Détaillé entraîne la signature d'un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre permettant la notification d'un Coût Prévisionnel des Travaux et d'acter l'engagement du maître d'œuvre à construire le projet pour ce montant, en fixant sa rémunération définitive.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'Avant Projet Détaillé (APD) ;
- de solliciter des aides financières auprès du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) et de l'ADEME ;
- d'autoriser le maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet ;
- d'autoriser le maire à signer et à notifier au maître d'œuvre Coquard Colleu Charrier, l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux et fixant sa rémunération définitive.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **13-12) MEDIATHEQUE LA SOURCE – ACCOMPAGNEMENT LEADER**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la médiathèque La Source, construite en 2011, a été implantée en centre-ville avec la volonté de créer un outil de développement culturel, un élément de vie et d'animation, un lieu de rencontre et un facteur de cohésion sociale. La première année de fonctionnement de ce nouveau service a été riche de satisfactions. L'équipe compte cinq salariés (2 temps pleins et 3 temps partiels) et bénéficie de l'appui d'une dizaine de bénévoles. L'amplitude d'ouverture au public est de 20 heures par semaine, réparties sur les mardis, mercredis, vendredis et samedis. En période de vacances scolaires, cette amplitude est poussée à 27 heures par semaine.

Il convient désormais de renforcer l'attractivité de l'équipement et de diversifier les publics usagers. Le projet "nouveaux usages / nouveaux publics" pour lequel l'accompagnement LEADER est sollicité s'inscrit directement dans cet objectif. Il s'agit de mettre en place une série d'actions qui permettent de toucher des populations actuellement sous-représentées: adolescents résidents ou scolarisés à Combourg, personnes âgées présentant des difficultés de déplacement ou culturellement éloignées de la médiathèque, jeunes actifs peu disponibles. Comme la plupart des services à la population en place à Combourg, le développement de l'équipement s'adresse aux familles d'un territoire qui, au-delà de la commune, s'étend à l'échelle du canton ou de la Communauté de Communes.

Les actions déclinées participent d'une double démarche : proposer des outils et des aménagements pour la rendre plus attractive, et rendre accessible le service à ceux qui ne peuvent s'y rendre. Ces actions s'accompagnent d'une communication pour informer la population des services créés.

### 1. Renforcer l'attractivité

Dans la réflexion qui a précédé la mise en place de la médiathèque, les usages liés aux nouveaux supports numériques ont pris une place importante et il a été décidé de placer le multimédia au cœur de la médiathèque. La vocation de ce nouvel équipement est de répondre aux attentes et besoins des publics les plus larges. Il a donc semblé pertinent de se donner les moyens de répondre à l'ensemble de nouvelles pratiques culturelles que permettent les technologies. Il s'agit également de prendre en compte le rôle que les bibliothèques auront à jouer à l'avenir.

Un certain nombre d'équipements ont déjà été acquis pour permettre l'accompagnement du public vers les cultures numériques : postes de travail, ordinateurs portables, tablettes numériques, vidéoprojecteur... Il s'agit dans cette deuxième étape de proposer une offre de services conçue pour répondre spécifiquement aux besoins identifiés. Cette offre de service se traduit par des acquisitions de biens matériels ou immatériels pour mettre en place les actions suivantes :

Le livre numérique enrichi, qui constitue certainement l'innovation majeure dans le domaine du livre, doit être présenté et accompagné par les professionnels de la médiathèque, in situ et hors les murs, via des tablettes numériques dont le coût encore élevé rend délicat le prêt au public. Il pourra s'agir d'œuvres d'imagination, d'œuvres littéraires et documentaires proposant une découverte globale que ne permet pas le médium imprimé (ce sera particulièrement le cas pour le théâtre et le spectacle vivant, ou pour les applications ludo-éducatives visant les enfants), ou de catalogues de grandes expositions nationales (et les collections permanentes des grands musées dans le monde) dont l'édition numérique enrichie permettra la visite virtuelle et interactive (reproduction d'œuvre en très haute définition, commentaires parlés, séquences filmées, etc.). Ces acquisitions permettront d'organiser des séances-découvertes des livres numériques enrichis (« Expériences numériques ») pendant et/ou en dehors des heures d'ouverture, in situ et hors les murs de la médiathèque. Ces livres numériques sont présentés sur des tablettes tactiles : il est prévu d'acquérir quatre tablettes numériques. Un espace de la médiathèque va être



aménagé pour accueillir cette bibliographie numérique : des chaises, des tables pour présenter les tablettes, des fixations sécurisées pour ces tablettes.

Les livres numériques « simples » (homothétiques par rapport à l'imprimé, hormis quelques fonctionnalités basiques) proposés par la médiathèque, porteront les œuvres classiques de la littérature française et étrangère tombées dans le domaine public, soigneusement sélectionnées – là encore, l'intervention et l'accompagnement des professionnels est essentiel – et intégrées au catalogue de la médiathèque. Pour ces textes, des liseuses pourront être prêtées au public (avec un contenu pré-chargé), avec au besoin une petite formation basique de quelques minutes (et une notice d'utilisation simple de l'appareil). L'acquisition concerne un parc d'une quinzaine de liseuses.

Pour faire vivre la médiathèque, pour donner envie aux publics d'y venir, d'y revenir, il importe de pouvoir y accueillir des expositions temporaires dans de bonnes conditions. Les expositions peuvent prendre place dans le hall d'accueil de la médiathèque. Pour disposer d'un matériel adapté aux espaces, aux qualités du bâtiment (transparence, visibilité des expositions depuis l'extérieur..), des panneaux d'exposition vont être créés sur mesure.

Enfin, le public des seniors semble avoir des difficultés à trouver sa place dans la médiathèque. Cela peut provenir d'une méconnaissance des services de la médiathèque, d'une image faussée d'espace élitiste (surtout depuis l'ouverture du nouveau bâtiment), rebutante pour des personnes n'ayant pas – ou peu – suivi d'études. Le manque d'un coin de lecture confortable et adapté est pénalisant. L'idée est donc d'aménager un coin spécifique à l'écart des flux de circulation. Cet espace, comprenant des fauteuils confortables, des plantes vertes et des rangements adaptés, doit pouvoir accueillir des actions liées aux nouvelles technologies et susceptibles de séduire les seniors : la lecture de livres audio principalement, mais aussi des séances découvertes du livre numérique...

## 2. La médiathèque hors les murs

La médiathèque a vocation à fédérer des publics nombreux et diversifiés, en s'attachant tout particulièrement au facteur intergénérationnel. Si la diversité des publics répond à la diversité des usages mis en place, il paraît également opportun d'apporter les services de la médiathèque à l'utilisateur. Cette démarche se traduit par les actions déclinées ci-dessous.

Un service de portage de livres va être mis en place. Il s'agit là de pouvoir apporter livres, CD, et DVD à un public peu ou pas mobile, contraints dans ses déplacements. Ces usagers pourront consulter le catalogue de la médiathèque sur son portail internet et y réserver des ouvrages, qui leur seront livrés à domicile. Pour ceux qui n'ont pas la possibilité technique de consulter le portail, une sélection d'ouvrages préparée par le personnel de la médiathèque et embarquée dans un véhicule devra permettre à chacun un choix d'emprunt chez soi, ou dans l'établissement qui l'accueille (foyer-logement...). Le véhicule doit également permettre d'aller vers des publics peu captifs, en particulier les adolescents, en proposant des animations et une présentation des services sur site (par exemple au lycée...). Cette action se

traduit par l'acquisition d'un triporteur motorisé, type Piaggio Ape, habillé aux couleurs de la médiathèque.

Les possibilités offertes par le développement des technologies permettent de prolonger l'offre de services de la médiathèque sur un portail dédié. Cette offre de services est donc affranchie des contraintes de lieu et de temps : elle est disponible au moment où l'utilisateur est disponible pour la consulter ; elle est accessible depuis l'endroit où se trouve l'utilisateur, pourvu qu'il soit doté d'une connexion Internet. De nombreux services seront accessibles depuis ce portail.

En ce qui concerne le fonds audiovisuel, la médiathèque aura intérêt à consacrer l'essentiel de son budget d'acquisition à une plateforme d'écoute en ligne ; la médiathèque sera propriétaire des titres qu'elle proposera ensuite en écoute (streaming) aux publics inscrits. La part budgétaire dévolue aux supports physiques (CD) servira un fonds de référence pour tous les courants musicaux. Cette politique d'acquisition musicale sera soutenue par des actions régulières d'accompagnement et de mise en valeur, que celles-ci se traduisent par des sélections thématiques ou par des rencontres musicales avec tel ou tel artiste.

### 3. Découverte de la poésie

"Bouche à Oreille" est un dispositif qui invite à la découverte de la poésie. Chuchoté à l'Oreille, le poème est transmis par la Bouche. Deux sculptures sur bois de grande taille figurant une oreille et une bouche sont équipées respectivement d'un dispositif de réception (micro caché dans le pavillon de l'Oreille) et d'émission (haut-parleur caché dans la Bouche). L'ensemble, d'une grande puissance esthétique, ne sera pas dépourvu d'une certaine sensualité. Sculptée dans le bois, matériau noble et vivant, dont la finition sera polie et cirée, l'Oreille sera légèrement inclinée vers le spectateur-acteur, comme bienveillante et attentive ; la Bouche, stylisée et épurée, sera entourée d'une main figurant le chuchotement. Le dispositif sonore reposera moins sur les décibels que sur la pureté du son, et donc sur le texte. L'ensemble éveillera la synesthésie, c'est-à-dire l'association de plusieurs sens (visuel, tactile, sonore) et chaque forme sera animée par une sorte de « vitalité subjective » pour se présenter comme un événement unique, tourné vers l'éveil des sensations chez le spectateur, dans un rapport qui se veut à la fois intime et désinhibant.

### 4. Communication

La mise en place des nouveaux services culturels présentés ci-dessus va faire l'objet d'une campagne de communication. Un dépliant va être réalisé pour présenter la médiathèque et ses services. Ce document prendra la forme d'un dépliant en trois volets : 1 pour la présentation générale de l'équipement, 1 pour les services numériques, et enfin le dernier pour les services "hors les murs". Le dépliant sera imprimé en 12 000 exemplaires. Une moitié environ sera diffusée dans les boîtes aux lettres des habitants du canton de Combourg, et la seconde moitié sera diffusée au public depuis la médiathèque ou d'autres sites culturels ou administratifs. La forme du dépliant est pensée pour pouvoir s'intégrer à terme dans un portfolio qui pourrait être réalisé par la Communauté de Communes pour présenter l'ensemble des bibliothèques/médiathèques de la Bretagne romantique.

D'autre part, il est prévu de faire réaliser des sacs de toiles sérigraphiés pour offrir aux familles un sac réutilisable et solide, donc durable, pour transporter les ouvrages retirés au prêt. 1000 sacs aux couleurs de la médiathèque vont être commandés pour diffusion aux usagers de la médiathèque.

Les acquisitions envisagées pour déployer les actions du dispositif sont récapitulées dans le tableau suivant :

L'attractivité renforcée	Désignation	Quantité	Coût HT
<b>Bibliographie numérique</b>	Tablettes tactiles pour présentations interactives	4	1 292.65 €
	Ouvrages numériques enrichis	100	400,00 €
	Fixation sécurisée pour tablettes numériques	4	434.45 €
	Mobilier : présentoirs pour bibliographie numérique		2 693.15 €
	Mobilier : sièges pour espace bibliographie numérique	4	3 057.70 €
<b>Liseuses</b>	Modèle tactile, simple, autonome, évolutif	15	1 505,00 €
<b>Matériel d'exposition</b>			5 950.00 €
<b>Espace seniors</b>	Mobilier : rangements pour espace livres audio		2 796,00 €
	Mobilier : sièges pour espace livres audio		1 617,00 €
<b>sous-total attractivité</b>			<b>19 746.00 €</b>
<b>La médiathèque hors les murs</b>			
<b>Portage</b>	Triporteur Piaggio Fourgon		4 450.00 €
	Habillage triporteur		230.00 €
	Accompagnement du portage	¼ ETP	7 000.00 €
<b>Portail</b>	Fonds audio dématérialisé		8 700.00 €
	Portail web eSesame		2 902.50 €
<b>Sous-total hors les murs</b>			<b>23 282.50 €</b>
<b>Découverte de la poésie</b>			
<b>Bouche à oreille</b>	Sculptures		9 000,00 €
	Sonorisation du dispositif		395.10 €
<b>Sous-total hors les murs</b>			<b>9 395.10 €</b>
<b>Communication</b>			
<b>Information du public</b>	Conception / impression d'un dépliant	12000	1 520,00 €
	Diffusion du dépliant		585,00 €
<b>Sacs toile</b>	Fabrication de sacs en toile sérigraphiés	1000	1 610.00 €
<b>Sous-total communication</b>			<b>3 715,00 €</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>			<b>56 138.60 € HT</b>

Le financement du dispositif est présenté dans le tableau ci-dessous :

RECETTES				
Postes de dépenses	Montant HT	Concours financiers	Montant	%
Attractivité	19 746.00 €	LEADER	30 000.00 €	53.4
Hors les murs	23 282.50 €	Ville de Combourg (autofinancement)	26 138.60 €	46.6
Découverte de la poésie	9 395.10 €			
Communication	3 715.00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>56 138.60 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>56 138.60 €</b>	<b>100</b>

Le programme LEADER 2007 – 2013, qui propose des financements sur des fonds de l'Union Européenne, accompagne les porteurs de projet sur différentes thématiques, et notamment l'amélioration de l'offre culturelle et de loisirs aux familles et à la population.

Dans le cadre du développement de l'offre de services de la médiathèque La Source, il est donc opportun de solliciter le concours du FEADER.

La commission « Enfance-Enseignement-Culture », réunie le 19 Février 2013, a donné un avis favorable aux dispositifs de ce projet.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

1. de valider le projet et le plan de financement de l'opération présentée ci-dessus
2. d'autoriser Monsieur le maire à solliciter la subvention au titre du programme LEADER 2007-2013 et à signer tout acte nécessaire à la réalisation de l'opération.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **13-13) ZONE D'ACTIVITES DE MELESSE – CHANGEMENT DE NOM**

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que La Communauté de Communes a sollicité la ville pour un changement de nom de la zone de Melesse en faisant état d'un retour des artisans expliquant qu'il y a souvent confusion entre la zone d'activités de Melesse et la commune de Melesse, ceci induisant des difficultés d'orientation dans ce secteur.

La commission «Urbanisme-Habitat », réunie en date du 25 janvier 2013, a souhaité que les artisans de la zone d'activités puissent donner leur avis par rapport à ce changement de nom.

Une enquête a donc été effectuée auprès de chaque entreprise.

12 entreprises ont été contactées par courrier, 9 ont répondu et sont favorables à une dénomination en lien avec la Zone d'Activités de la Gare.

Monsieur HAMELIN propose donc au Conseil Municipal que cette zone soit dénommée **«Parc d'Activités de la Gare »**. Les modifications de signalisation seront faites en ce sens.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **13-14) MODIFICATION ET REVISION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME – CHOIX D'UN CABINET D'ETUDES**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations en date du 19 décembre 2012, il a été décidé d'autoriser le Maire à mener des procédures de révision simplifiée et de modification du Plan Local d'Urbanisme et à procéder au choix d'un cabinet d'études pour élaborer ces dossiers.

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'il a été décidé de retenir le cabinet GHECO de la Rochelle, pour un montant de 3 045,96 € HT, soit 3 642,97 € TTC, ce cabinet ayant été missionné sur plusieurs modifications et révisions simplifiées du P.L.U. et sur l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

---

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'ordre du jour comporte le vote des comptes administratifs et de gestion de l'année 2012. Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, ordonnateur, ne peut participer au vote des comptes administratifs.

Il propose au Conseil Municipal d'élire un Président de séance pour le vote de ces comptes.

Monsieur Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint, est élu, à l'unanimité des membres présents et représentés, Président de la séance pour le vote des comptes administratifs de l'exercice considéré.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil Municipal.

### 13-15) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 – VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 (Budget de la Ville) dressé par le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

**1) De donner acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville, lequel peut se résumer ainsi :**

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	3 955 827,00 €	5 764 235,93 €	3 077 855,40 €	3 580 149,59 €	7 033 682,40 €	9 344 385,52 €
Résultat de l'exercice	1 808 408,93 €		502 294,19 €		2 310 703,12 €	
Résultats reportés	56 389,13 €		-467 185,92 €		-410 796,79 €	
Résultats de clôture	1 864 798,06 €		35 108,27 €		1 899 906,33 €	
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €	1 229 795,00 €	79 450,00 €	1 229 795,00 €	79 450,00 €
Totaux cumulés	3 955 827,00 €	5 820 625,06 €	4 774 836,32 €	3 659 599,59 €	8 730 663,32 €	9 480 224,65 €
Résultats définitifs	1 864 798,06 €		-1 115 236,73 €		749 561,33 €	

Les Restes à Réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées pour un montant de **1 229 795 €** et en recettes pour un montant de **79 450 €**.

Ils seront inscrits dans la colonne « Report » au budget primitif de l'exercice 2013.

**2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes**

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif de la Ville est adopté par 22 voix Pour et 4 abstentions.

### **13-16) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 – LOTISSEMENT «GARE /BEL AIR»**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 du lotissement « Gare/Bel Air » dressé par le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «Gare/Bel Air», lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
Libellé	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	288 832,12 €	318 372,00 €	0,00 €	251 369,45 €	288 832,12 €	569 741,45 €
Résultats de l'exercice	29 539,88 €		251 369,45 €		280 909,33 €	
Résultats reportés	93 756,35 €		-251 369,45 €		-157 613,10 €	
Résultats de clôture	123 296,23 €		0,00 €		123 296,23 €	
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Totaux cumulés	288 832,12 €	412 128,35 €	0,00 €	0,00 €	288 832,12 €	412 128,35 €
<b>Résultats définitifs</b>	<b>123 296,23 €</b>		<b>0,00 €</b>		<b>123 296,23 €</b>	

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4)** de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du Lotissement Gare/Bel Air est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **13-17) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 du SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT dressé par Le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

**1)** de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2012, lequel peut se résumer ainsi:

Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	51 914,71 €	215 525,69 €	218 785,86 €	307 431,91 €	270 700,57 €	522 957,60 €
Résultat de l'exercice	163 610,98 €		88 646,05 €		252 257,03 €	
Résultats reportés	758,96 €		430 137,41 €		430 896,37 €	
Résultats de clôture	164 369,94 €		518 783,46 €		683 153,40 €	
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	0,00 €
Totaux cumulés	51 914,71 €	216 284,65 €	258 785,86 €	737 569,32 €	310 700,57 €	953 853,97 €
<b>Résultats définitifs</b>	<b>164 369,94 €</b>		<b>478 783,46 €</b>		<b>643 153,40 €</b>	

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2013 pour **40 000 €** en dépenses d'investissement.

**2)** de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

**3)** de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4)** de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du service de l'Assainissement est adopté par 22 voix Pour et 4 voix Contre.



## **13-18) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 DU SERVICE DE L'EAU**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 du SERVICE DE L'EAU dressé par Le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- 1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2012, lequel peut se résumer ainsi:

Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	106 831,85 €	281 422,88 €	270 204,96 €	251 621,51 €	377 036,81 €	533 044,39 €
Résultat de l'exercice	174 591,03 €		-18 583,45 €		156 007,58 €	
Résultats reportés	1 447,88 €		972 547,20 €		973 995,08 €	
Résultats de clôture	176 038,91 €		953 963,75 €		1 130 002,66 €	
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €	70 100,00 €	0,00 €	70 100,00 €	0,00 €
Totaux cumulés	106 831,85 €	282 870,76 €	340 304,96 €	1 224 168,71 €	447 136,81 €	1 507 039,47 €
<b>Résultats définitifs</b>	<b>176 038,91 €</b>		<b>883 863,75 €</b>		<b>1 059 902,66 €</b>	

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2013 pour **70 100 €** en dépenses d'investissement.

- 2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

- 3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

- 4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du service de l'Eau est adopté par 22 voix Pour et 4 voix Contre.

### **13-19) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 DU CAMPING DU « VIEUX CHATEL »**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 du Camping du « Vieux Châtel » dressé par le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

**1)** de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2012, lequel peut se résumer ainsi:

Libellé	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	15 475,70 €	12 484,87 €
Résultat de l'exercice	-2 990,83 €	
Résultat reporté	8 847,11 €	
Résultat de clôture	5 856,28 €	
Reste à réaliser	0,00 €	0,00 €
Totaux cumulés	15 475,70 €	21 331,98 €
<b>Résultat définitif</b>	<b>5 856,28 €</b>	

**2)** de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

**3)** de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4)** de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du camping municipal du Vieux Châtel est adopté par 25 voix Pour et 1 abstention.

### **13-20) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2012 DU SERVICE ACCUEIL PETITE ENFANCE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2012 du service accueil petite enfance dressé par

le Maire, présentant le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose Conseil Municipal :

**1)** de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2012, lequel peut se résumer ainsi:

Libellé	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice	330 488,43 €	278 877,02 €
Résultat de l'exercice	-51 611,41 €	
Résultat reporté	0,00 €	
Résultat de clôture	-51 611,41 €	
Reste à réaliser	0,00 €	0,00 €
Totaux cumulés	330 488,43 €	278 877,02 €
<b>Résultat définitif</b>	<b>-51 611,41 €</b>	

**2)** de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

**3)** de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

**4)** de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du service Accueil Petite Enfance est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

---

A l'issue des votes des comptes administratifs de l'exercice 2012, Monsieur le Maire -qui s'était retiré- regagne la salle de réunion et reprend la présidence.

---

### **13-21) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR - VILLE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 de la Ville et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats

délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 de la Ville

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour la Ville et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-22) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR - LOTISSEMENT GARE/BEL AIR**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 du lotissement Gare/Bel Air et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 du lotissement de la Gare

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a

procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour le lotissement de la Gare et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-23) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 du service de l'Assainissement et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 du service de l'Assainissement,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires

### 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour le service de l'Assainissement et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-24) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'EAU**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 du service de l'Eau et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 du service de l'Eau,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour le service de l'Eau et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-25) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR - CAMPING**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 du camping,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour le camping et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-26) COMPTE DE GESTION 2012 DU RECEVEUR – SERVICE ACCUEIL PETITE ENFANCE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2012 du service accueil petite enfance et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012 du service accueil petite enfance,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal pour le service accueil petite enfance et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **13-27) EXERCICE BUDGETAIRE 2013 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

La Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manœuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.



Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des évolutions financières établies à partir des exercices précédents.

Les éléments commentés sont explicités en annexe et reprennent les points suivants :

- Evolution de la section de fonctionnement
  - 1) Les charges de fonctionnement
    - Les charges de personnel
    - Les charges exceptionnelles
  - 2) Les recettes de fonctionnement
    - Evolution des dotations et taxes
    - Atténuations de charges
    - Recettes diverses
- Evolution de la dette
- La capacité d'épargne
- Les projets communaux
  - 1) Les opérations achevées ou en cours d'achèvement en 2012
  - 2) Les restes à réaliser d'investissement 2012
  - 3) Présentation des autorisations de programmes
  - 4) Les principales opérations prévues en 2013 qui sont les suivantes :

<b><u>Budget principal</u></b>
Affermissement des tranches conditionnelles programme voirie 2012-2013
Aménagement des abords de la gare (3 TR)
Construction voirie 2013 Mo+travaux
Réfection toitures annexe de la poste et église
Construction d'un skate park
Construction d'un terrain de boules
Etude pour aménagement du centre-ville 4 <sup>ème</sup> tranche
Aménagement du bâtiment de la mairie
<b><u>Budget de l'Eau</u></b>
Rénovation du réseau eau potable Malouas
Réhabilitation du château d'eau Mo + travaux
Etude pour aménagement du centre-ville 4 <sup>ème</sup> tranche
<b><u>Budget de l'Assainissement</u></b>
Etude pour aménagement du centre-ville 4 <sup>ème</sup> tranche

### **13-28) EXERCICE BUDGETAIRE 2012 – AFFECTATION DU RESULTAT – VILLE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat du budget de la Ville. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section de fonctionnement. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit **1 808 408.93 €** augmenté du résultat de clôture de 2011 pour **56 389.13 €**. Le résultat cumulé sur l'exercice 2012 est de  $1\,808\,408.93\text{ €} + 56\,389.13\text{ €} = 1\,864\,798.06\text{ €}$ .

#### **Affectation proposée :**

- Section d'investissement : **1 800 000,00 €**
- Section de fonctionnement : **64 798.06 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix Pour et 4 abstentions.

### **13-29) EXERCICE BUDGETAIRE 2012 – AFFECTATION DU RESULTAT – ASSAINISSEMENT -**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat du budget de l'assainissement. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de l'exercice à la section d'exploitation est de **163 610.98 €** augmenté du résultat de clôture de 2011 de **758.96 €**. Le résultat cumulé de l'exercice 2012 est de  $163\,610.98\text{ €} + 758.96\text{ €} = 164\,369.94\text{ €}$

#### **Affectation proposée :**

- Section d'investissement : **100 000.00 €**
- Section d'exploitation : **64 369.94 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'Assainissement, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix Pour et 4 abstentions.

## **12-30) EXERCICE BUDGETAIRE 2012– AFFECTATION DU RESULTAT – EAU**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat du budget de l'eau. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de l'exercice à la section d'exploitation est de **174 591.03 €** augmenté du résultat de clôture de 2011 de **1 447.88 €**. Le résultat cumulé de l'exercice 2012 est de  $174\,591.03\,€ + 1\,447.88\,€ = 176\,038.91\,€$

### **Affectation proposée :**

- Section d'investissement : **100 000,00 €**
- Section d'exploitation : **76 038.91 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'Eau, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix Pour et 4 abstentions.

## **13-31) PRISE EN CHARGE DES ANIMAUX ERRANTS - TARIFS 2013**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que les services communaux assurent, suivant le Code Rural, la gestion des animaux errants sur le territoire de la commune.

L'intervention du garde-champêtre concerne essentiellement des interventions sur les chiens errants :

- Capture de l'animal
- Prise en charge de l'animal chez les particuliers
- Transport de l'animal chez le vétérinaire afin de vérifier son identité et recherche du propriétaire
- Reconduite de l'animal chez son propriétaire ou remise de l'animal à son propriétaire en mairie ou conduite de l'animal à la fourrière de Romagné (44 km)

Afin de responsabiliser les propriétaires qui laissent divaguer leurs animaux et de diminuer les frais de prise en charge supportés par la collectivité, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal, après avis de la commission Finances en date du 14 Février 2013, de mettre en place un tarif de prise en charge :

- a. Prise en charge, recherche du propriétaire et remise rapide de l'animal :  
20 €

b. Conduite de l'animal à la fourrière : 20 €

Le tarif applicable de la prise en charge par les services communaux jusqu'à la conduite de l'animal à la fourrière sera donc de **40 €**

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions et DECIDE d'instaurer ce tarif à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013

**13-32) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE MAITRISE D'OEUVRE SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de maîtrise d'œuvre qui ont été signés :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre à procédure adaptée				
Objet de l'avenant	Nom du Maitre d'Œuvre	Montant des travaux HT en phase APD	Taux de rémunération En %	Montant de la rémunération définitive du Maitre d'Œuvre
Fixation de la rémunération définitive du Maitre d'œuvre en phase APD (travaux de voirie)	<b>EURL IDTP</b> Le Pigeon Blanc 22100 BOBITAL	<b>692 177.25 €</b>	<b>1.91392 %</b>	<b>13 247.72 € HT soit 15 844.27 TTC</b>
Fixation de la rémunération définitive du Maitre d'œuvre en phase APD (travaux Espace Malouas)	<b>SARL VIART ARCHITECTES</b> 38 Bld du Maréchal Foch 50300 AVRANCHES	<b>188 150 €</b>	<b>9.85%</b>	<b>12 046.30 € HT soit 14 407.37 TTC</b>

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**13-33) TRAVAUX DE VIABILISATION DU LOTISSEMENT DE LA GARE – LOT N° 1 - TERRASSEMENT VOIRIE – SOCIETE STPB - AVENANT DE TRANSFERT**  
Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de «**Mise en viabilité du Lotissement La Gare / Bel Air** », marché à procédure adaptée, signé le 25 mai 2010, l'entreprise **S.T.P.B.** (Société de Travaux Publics de Bretagne) de St Gilles (35) est titulaire du **lot n° 1 – Terrassement – Voirie**.

Par courrier en date du 17 janvier 2013, la commune de Combourg, a été informée de la fusion par absorption de l'entreprise **S.T.P.B.** par la société **PEROTIN TP** domiciliée Route de Cintré – 35590 L'HERMITAGE, numéro de siren : 432.112.738 à partir du 21 décembre 2012 avec un effet rétroactif sur les plans comptables et fiscal au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Suite à cette fusion, la société PEROTIN TP se substitue de plein droit à la S.T.P.B. pour l'exécution du marché de viabilisation du lotissement de la gare. Cette opération de fusion a pour conséquence la transmission au profit de la société PEROTIN TP de tous les droits, biens et obligations de l'entreprise S.T.P.B.

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX informe le Conseil Municipal de l'avenant n° 1 de ce marché.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

**13-34) MULTI-ACCUEIL RIBAMBELLE - MONTANT PLANCHER PLAFOND CAF**  
Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la participation financière des familles fréquentant le multi-accueil Ribambelle est déterminée suivant le barème fixé par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales. Le mode de calcul correspond à un taux d'effort prenant en compte les ressources du foyer fiscal et le nombre d'enfants à charge.

La Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine a communiqué comme chaque année les montants ressources plancher et Plafond à retenir pour l'année 2013 :

### **Ressources Plancher**

Un forfait minimum de ressources est pris en compte : **608.88 euros** par mois, soit un montant annuel de **7 306.56 euros**.

### **Ressources Plafond**

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à **4 722.11 euros** par mois, soit un montant annuel de **56 665.32 euros** avant abattement.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **13-35) CONSTRUCTION DE VOIRIE 2013– SECTEURS CONCEDES – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, dans le cadre du programme voirie et en raison de la complexité de certains secteurs, il convient de s'adjoindre les compétences d'un maitre d'œuvre afin d'assurer l'étude et le suivi de travaux devant être réalisés sur la voirie en 2013.

Différents secteurs ont été retenus par la commission voirie, en date du 26 Novembre 2012, à savoir :

Lieux dits	DESIGNATION	Longueur approximative en mètre
La Bullière	VC317	560
Les Rochers Monniers	VC106	200
La Racinais	VC115	350
La Poissonnière	VC6	160
La Soullardière	VC593	280
La Bouyère	VC555	490
Benouin	VC131	370
Le Rocher Aoustin	VC42	270
La Ville Guillaume	VC122	880
Landrejard	VC581	530
La Madeleine	VOIE SANS N°	30
Le Lizion	VC416 ET VC6	320
Basse Epine	VC152	670
Trémorin	VC55	310
Couvelou	VC63	190
Pont Laron	VC595	420
La Haye	VC38 ET VOIE SANS N°	140
La Boissière aux Lizions	VC123	650
Le Rouvre	VC108	200
La Rouerie	VC108	50
La Vieux cour	VC22	20
Tréheuc	VC22	80
La Perosselais	VC30	730
Riniac	VOIE SANS N°	70
Hailand	VC39	1160
Les Rivières	VC41 et VC 425	110
Route de la Racinais : chaussée et trottoir		230
Rue de la Duchesse Anne		250
Rue des Princes		70
VC572	VC572	80
Chemin de Ruant	VC180	280
Route de Dingé : chaussée et trottoir	RD82	250
<b>Total en mètre</b>		<b>10400</b>
<b>Aire de covoiturage route de Rennes (en m)</b>	<b>RD795</b>	<b>160</b>
<b>Cours Centre de loisirs à Malouas (en m²)</b>		<b>710 m²</b>

L'enveloppe prévisionnelle de ces travaux de voirie s'élève à 750 000 € TTC.

Afin de mettre en œuvre ce programme voirie, il a été décidé de confier à la Maîtrise d'œuvre les missions suivantes :

- ESQ : Esquisse
- APS : Avant Projet Sommaire
- APD : Avant Projet Détaillé
- PRO : Projet
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- EXE : Etudes d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance lors des opérations de réception.

Une consultation a été menée pour un marché passé en procédure adaptée (l'article 28 du Code des Marchés Publics).

Le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- Aux éditions Ouest-France le 13 février 2013
- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 13 février 2013

Les offres devant être remises avant le lundi 11 Mars 2013 à 12 heures.

Monsieur LEBRET propose au conseil municipal d'autoriser le Maire à procéder aux inscriptions budgétaires conséquentes au budget primitif 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **13-36) PROGRAMME PLURIANNUEL DE VOIRIE 2012/2013 – AFFERMISSEMENT DES TRANCHES CONDITIONNELLES**

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjoint

Par délibération n° 12-168 en date du 3 Octobre 2012, le conseil municipal a validé l'Avant Projet Détaillé (APD) du programme voirie 2012/2013.

Trois opérations de ce programme font l'objet de tranches conditionnelles :



<b>Tranches Conditionnelles</b>	<b>Lot 1 : Aménagement voirie en € TTC Entreprise Even (Pleurtuit)</b>	<b>Lot 2 : Eclairage public en € TTC Entreprise ETDE (La Selle en Luitre)</b>	<b>Total en € TTC</b>
<b>1- Rue Edouard Herriot – Hamon (en partie)/ Rue Clemenceau :</b> Réfection de la voirie et du trottoir, création de stationnements <b>Presbytère :</b> Réfection des enrobés	67 843.10		<b>67 843.10</b>
<b>2- Espace Malouas :</b> Création d'un parking ; extension de l'éclairage	77 821.33	17 449.64	<b>95 270.97</b>
<b>3- Espace Malouas :</b> Réfection des enrobés de la chaussée et des stationnements existants ; renforcement et rénovation de l'éclairage public existant	46 478.95	9 603.88	<b>56 082.83</b>
<b>Total</b>			<b>219 196.90</b>

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'affermir l'ensemble des tranches conditionnelles pour un montant total de travaux de **219 196.90 € TTC**, étant précisé que ces travaux ont fait l'objet d'une autorisation budgétaire pluriannuelle (délibération du Conseil Municipal n° 12-164 du 03.10.12)

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présentés et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **13-37) RENOVATION DU RESEAU D'EAU POTABLE DE L'ESPACE MALOUAS – ATTRIBUTION**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la canalisation d'eau potable de l'Espace Malouas a fait l'objet de trois interventions pour réparation au cours de l'année 2012.

Il convient de mettre en place une nouvelle conduite d'eau potable avant de réaliser les travaux de réfection des enrobés qui ont été prévus dans le marché voirie 2012-2013 :

- Devant le bâtiment de la halte garderie Ribambelle (tranche ferme)
- Au niveau du parking (tranche conditionnelle).

Une consultation a été menée pour un marché passé en procédure adaptée (l'article 28 du Code des Marchés Publics).

Le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- Aux éditions Ouest-France 35 le 7 Janvier 2013
- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 7 janvier 2013

Les plis étaient à remettre avant le vendredi 18 janvier 2013 à 12 heures.

Cinq plis sont parvenus avant la date limite de remise des offres.

L'ouverture des enveloppes a été effectuée en présence de Monsieur Michel LEBRET, adjoint délégué à la voirie, le lundi 21 janvier 2013. L'analyse des offres a été conduite par les services de la ville.

Le pouvoir adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- D'attribuer le marché comme suit : **Entreprise SAS HARDY** ; GROUPE de PARIGNY Pour un montant de 15 833,00€ HT soit 18 936,27 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-38) MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA REHABILITATION DU RESERVOIR DE BEL AIR – ATTRIBUTION**

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle que, le 30 mai 2012, le Conseil Municipal a décidé de lancer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de réhabilitation du réservoir de Bel Air (délibération n° 12-96).

Cette démarche fait suite aux conclusions du schéma directeur d'eau potable, réalisé en 2008 par la société SAFEGE de Saint Grégoire, la réhabilitation du réservoir ayant été définie comme intervention prioritaire par le bureau d'étude.

Les missions demandées sont les suivantes :

ESQ : Esquisse

APS : Avant projet sommaire

APD : Avant Projet Détaillé

PRO : Projet

ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux

EXE : Etudes d'exécution

DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux

AOR : Assistance lors des opérations de réception.

Une consultation a été menée pour un marché passé en procédure adaptée (l'article 28 du Code des Marchés Publics).

Le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- Aux éditions Ouest-France 35 du 05 décembre 2012
- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 5 décembre 2012

Les plis étaient à remettre avant le 09 janvier 2013 à 12 heures.

Trois plis sont parvenus avant la date limite de remise des offres.

L'ouverture des enveloppes a été effectuée en présence de Madame Marie-Renée GINGAT, adjointe déléguée au cadre de vie et à l'environnement, le 09 Janvier 2013. L'analyse des offres a été conduite par les services de la ville.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur a décidé :

- De déclarer le marché fructueux.
- D'attribuer le marché comme suit : **Cabinet Bourgois de Saint Grégoire**

Pour un taux de rémunération de 5.70% sur un montant de estimatif des travaux de : 113 000 € HT, soit une rémunération de 6 441 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-39) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 27 février 2013**, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
<b>Extension du réseau d'Eaux Usées au lieu-dit « Les Rivières »</b>	<b>SAS EVEN de Pleurtuit</b> VEOLIA EAU St Malo	<b>7 743.00</b> 8 695.67	<b>9 260.63</b> 10 400.02
<b>Consultation d'une maîtrise d'œuvre pour viabilisation terrain projet maison médicale</b>	<b>LETERTRE de Dol de Bretagne</b> ATEC de Pacé Infraconcept de Cesson Sévigné Terragone StJacques de la Lande	<b>1 200.00</b> 3 000.00 3 050.00 9 600.00	<b>1 435.20</b> 3 588.00 3 647.80 11 481.60

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-40) CIMETIERE COMMUNAL – DÉLIVRANCE DE CONCESSION**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Lors de la séance du 23 février 2009, le Conseil Municipal donnait à Monsieur LE BESCO délégation pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière communal.

Afin d'informer les membres du Conseil Municipal des délivrances et reprises des concessions, Monsieur LE BESCO fait état des concessions concernées au cours de la période novembre 2011 – décembre 2012.

**Attributions :**

<b>N° CONC.</b>	<b>DATE</b>	<b>DURÉE</b>	<b>SURFACE</b>	<b>PLACE</b>	<b>OBJET</b>
1879	07/09/2011	30	2	F-304	renouvellement
2089	08/09/2011	30	3	A-279	Acte modificatif
2178	13/10/2011	30	2	E-551	concession nouvelle
2179	08/11/2011	30	2	E-591	concession nouvelle
2180	16/11/2011	30	2	E-252	concession nouvelle
2181	14/11/2011	30	2	F-51ter	concession nouvelle
2182	21/12/2011	30	2	D-2	concession nouvelle
569	19/12/2011	15	2	E-553	renouvellement
1928	01/12/2011	15	4	B-74	renouvellement
1918	20/02/2012	30	2	E-620	renouvellement
1345	20/02/2012	30	2	F-378	renouvellement
1440	28/02/2012	30	2	D-52	renouvellement
1775	05/04/2012	15	2	B-411	renouvellement
2183	23/04/2012	15	2	F-231	concession nouvelle
2184	26/04/2012	30	2	E-627	concession nouvelle
2185	27/04/2012	30	2	D-40	concession nouvelle
21/87	03/07/2012	30	2	E-109	concession nouvelle
1432	11/07/2012	15	2	E-685	renouvellement
2188	17/07/2012	15	2	A-42	concession nouvelle
2189	21/08/2012	30	2	E-593	concession nouvelle
2190	24/08/2012	30	2	B-510	concession nouvelle
1276	12/09/2012	15	2	A-356	renouvellement
2192	24/09/2012	30	2	B-103	concession nouvelle
1439	05/10/2012	15	2	B-659	Renouvellement
1908	10/10/2012	15	2	B-418	renouvellement
1906	10/10/2012	15	2	A-260	renouvellement
1413	26/10/2012	15	2	F-349	renouvellement
1888	30/10/2012	15	2	A-52	renouvellement
1447	30/10/2012	30	2	B-701	renouvellement
2193	21/11/2012	30	2	A-50	concession nouvelle
2090	29/11/2012	30	2	B-288	Conversion

**Reprises :**

1655	de 1984	15	2	A-50	Reprise 2012
1779	de 1993	15	2	B-372	Reprise 2012
1657	de 1993	15	2	B-510	Reprise 2012
1315	de 1977	30	2	D-40	Reprise 2012
1646	de 1992	15	2	E-109	Reprise 2012
1320	de 1977	30	2	E-159	Reprise 2012
892	de 1978	30	2	E-383	Reprise 2012
1227	de 1975	30	2	E-693	Reprise 2012
1228	de 1975	30	2	E-627	Reprise 2012
809	de 1990	15	2	F-321	Reprise 2012
Au rang	1958	-	2	F-236	Reprise 2012
Au rang	Année 50	-	2	F-301	Reprise 2012
Au rang	1939	-	2	F-395	Reprise 2012

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 00.

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU MERCREDI 27 FEVRIER 2013**

**A 20 H 00**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence Transport
3. Réalisation d'une salle de sports – Validation de l'avant-projet détaillé
4. Médiathèque La Source – Accompagnement Leader
5. Zone d'activités de Melesse – Changement de nom
6. Modification et révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Choix d'un cabinet d'études
7. Compte administratif de l'exercice 2012 – Ville
8. Compte administratif de l'exercice 2012 – Lotissement « Gare/Bel Air »
9. Compte administratif de l'exercice 2012 – Service de l'assainissement
10. Compte administratif de l'exercice 2012 – Service de l'eau
11. Compte administratif de l'exercice 2012 – Camping du Vieux Châtel
12. Compte administratif de l'exercice 2012 – Service Accueil de la Petite Enfance
13. Compte de gestion 2012 du Receveur – Ville
14. Compte de gestion 2012 du Receveur – Lotissement Gare Bel Air
15. Compte de gestion 2012 du Receveur – Service de l'assainissement
16. Compte de gestion 2012 du Receveur – Service de l'eau
17. Compte de gestion 2012 du Receveur – Camping
18. Compte de gestion 2012 du Receveur – Service Accueil de la Petite Enfance
19. Exercice budgétaire 2013 – Débat d'orientations générales du budget
20. Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Ville
21. Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Service de l'assainissement
22. Exercice budgétaire 2012 – Affectation du résultat – Service de l'eau
23. Prise en charge des animaux errants – Tarifs 2013
24. Compte rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA
25. Travaux de viabilisation du lotissement Gare/Bel Air – Lot n° 1 – Terrassement voirie – Société STPB – Avenant de Transfert
26. Multi-accueil Ribambelle – Montant plancher et plafond CAF
27. Construction de voirie 2013 – secteurs concédés – Consultation de maîtrise d'œuvre
28. Programme pluriannuel de voirie 2012/2013 – Affermissement de tranches conditionnelles
29. Rénovation du réseau d'eau potable de l'Espace Malouas – Attribution
30. Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réservoir de Bel Air – Attribution
31. Compte rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics.
32. Cimetière – Délivrance de concessions